

n°168 - MARS 2020

SPÉCIAL CAMPAGNE DE CARÊME

Juste
Terre!



© C. Smets/La Boîte à Images



© C. Smets/La Boîte à Images

Haiti



© C. Smets/La Boîte à Images

Pour que la Terre tourne plus JUSTE!

ÉDITO | HAÏTI, BELGIQUE : MÊME COMBAT POUR LE CLIMAT !

Depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010, Haïti s'enfoncé dans une grave crise politique et sociale. Et les effets du réchauffement climatique mondial menacent désormais la sécurité alimentaire et la survie d'une grande partie de la population. Un nouveau cri, alors, chez les partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité : justice climatique !



Haïiti : plus d'1 Haïtien sur 3 a besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Haïti fait partie des pays les plus affectés au monde par les effets du réchauffement climatique (cyclones, ouragans, sécheresses, inondations, etc.). L'indice mondial des risques climatiques le classait en 2016 dans le top 3 des pays les plus touchés. Et ces événements naturels extrêmes, qui s'accroissent et s'intensifient, engendrent des dégâts matériels, naturels, financiers et humains de plus en plus considérables. Rappelons-nous de l'ouragan Matthew en 2016 qui avait fait plus de 800 victimes, causé des dégâts estimés à près de 2 milliards de dollars et laissé 1,4 million d'habitants en situation d'insécurité alimentaire.

Il y a une double injustice à cette situation. La première est qu'Haïti fait partie des pays du globe les moins émetteurs de gaz à effet de serre. Il n'est donc pas responsable du réchauffement climatique, bien qu'il en subisse les plus graves conséquences, telles que la destruction des habitations, la disparition des terres arables et la diminution drastique des rendements agricoles. Actuellement, près de six millions d'Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté et plus d'un Haïtien sur trois a besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

La deuxième réside dans le fait que les effets du réchauffement climatique impactent les franges de la population les plus vulnérables que sont les paysans et les paysannes, les habitants des campagnes, les femmes, les enfants, les sans-abri et les habitants des bidonvilles. En effet, parce qu'elles n'ont pas les moyens de vivre dans des habitations suffisamment solides,

qu'elles ne bénéficient pas d'infrastructures qui leur permettraient de faire face à ces catastrophes, et qu'elles sont abandonnées par l'État haïtien et la communauté internationale, ces communautés voient ces événements climatiques extrêmes les fragiliser et les appauvrir chaque fois davantage. Aujourd'hui, plus de 90 % de la population haïtienne est considérée comme gravement exposée aux aléas naturels.

Il existe un cercle vicieux entre pauvreté et vulnérabilité (sociale, économique et climatique). Aussi, ne nous trompons pas de combat. Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais les politiques économiques et sociales inspirées de l'idéologie capitaliste néolibérale qui détruisent l'environnement, la terre et les êtres humains. Pas de justice climatique possible sans justice sociale, commerciale, fiscale... sans justice tout court !

Cette année, Entraide et Fraternité se tient aux côtés de ses partenaires haïtiens pour défendre l'agriculture familiale et l'agroécologie qui régénèrent les sols et les écosystèmes, protègent les droits des paysans et renforcent la souveraineté alimentaire du pays. Et nous vous invitons, à nos côtés, à les soutenir ! Mais aussi, à vous engager pour la défense de « notre maison commune », pour le climat, pour une transition démocratique juste et durable, en Haïti comme chez nous, et pour un monde qui tourne plus **JUSTE** !

● **Flora Soyez**

Responsable campagnes

EN BREF | HAÏTI S'ENLISE DANS UNE CRISE MAJEURE

Article écrit le 27 novembre 2019

Depuis plus d'un an, le peuple haïtien est dans la rue pour réclamer la démission de son président Jovenel Moïse. Aux origines de cette insurrection populaire, une énième pénurie de carburants qui aura fini d'user une population appauvrie et en souffrance depuis des décennies, et la révélation d'un scandale de corruption massif impliquant l'élite gouvernementale.

Écoles fermées, hôpitaux au ralenti, des citoyens empêchés de se rendre au travail en raison du climat d'insécurité et des pénuries de carburants à répétition, Haïti est complètement paralysé depuis plusieurs mois. Mais le pays est aussi devenu le triste théâtre de scènes de violences urbaines et d'émeutes, de violations des droits humains et d'assassinats. Depuis seulement le mois de septembre, l'ONU déclare avoir recensé plus d'une quarantaine de victimes, sans compter les blessés et les personnes disparues.

Principalement issus des quartiers les plus pauvres et des mouvements sociaux, les manifestants exigent la démission du chef de l'État, et la transparence dans la gestion de l'aide offerte par le Venezuela à Haïti dans le cadre de l'accord de coopération PetroCaribe. Entre 2008 et 2018, le Venezuela a fourni du pétrole à Haïti à des conditions préférentielles afin de permettre le financement de programmes sociaux et de développement. Aussi, dix ans après, la société civile fait pression pour réclamer la publication des comptes. Et à ce jour, les rapports de la Cour des comptes ont révélé le détournement de 4,2 milliards de dollars américains organisé au plus haut niveau du pouvoir. Plusieurs dirigeants politiques dont l'actuel président y sont accusés de corruption et de détournements de fonds. Ainsi, la mobilisation citoyenne s'est élargie à toute la société civile, unie derrière l'appel à la démission et la tenue d'un procès pour le président. Mais jusqu'à aujourd'hui, et malgré quelques tentatives d'apaisement, le pouvoir en place refuse de répondre de ces actes.

Cette crise institutionnelle s'inscrit dans un chaos politique et social profond. En cause, une élite politique « anti-peuple » et corrompue, qui n'écoute pas les revendications de sa population et qui protège la mainmise d'une petite oligarchie sur les richesses du pays. « *La corruption est institutionnalisée en Haïti. Tous les services sont gangrenés. Les services publics n'existent pas et les institutions sont affaiblies* » a déclaré Rosy Auguste, responsable du programme du réseau national de défense des droits humains en Haïti lors de sa venue à Bruxelles en octobre 2019, et de préciser que « *cela ne vient pas que de l'État, mais aussi de certains acteurs complices dans le secteur privé et les institutions internationales.* »

Aussi, en plus de la tenue d'un procès pour le président, la société civile réclame une conférence nationale pour enclencher un processus de réformes des institutions et des mécanismes de gouvernance du pays, et qui aurait pour mot d'ordre : lutte contre l'impunité et la corruption !

Entraide et Fraternité se tient aux côtés de ses partenaires haïtiens dans leur combat et leurs revendications, et demande aux institutions européennes et à ses États membres de condamner les violations manifestes des droits humains par le pouvoir en place, et de ne pas rester indifférent face à la crise humanitaire qui menace le pays.

● F.S.

La société civile lutte contre l'impunité et la corruption.



HAÏTI : QUAND LA NATURE ET UN PEUPLE MARTYRISÉ S'ALLIENT POUR DEMANDER DES COMPTES

La Coordination Europe-Haïti (COEH) est un réseau d'associations de solidarité et d'ONG européennes qui travaillent avec Haïti, et dont Entraide et Fraternité est un des membres fondateurs. Le réseau élabore des actions d'information et de plaidoyer auprès des gouvernements et des institutions européennes.



On assiste à une dégradation considérable des conditions de vie en Haïti.

Au cours des 50 dernières années, Haïti n'a cessé de vivre des épisodes de catastrophes causées par le passage de phénomènes naturels tels que des cyclones, des ouragans et des tremblements de terre. À chaque fois, des dizaines, des centaines et même des milliers de morts sont enregistrés. À lui seul, le séisme du 12 janvier 2010, selon différentes statistiques, a emporté plus de 280.000 vies, blessé autant de personnes et laissé plus de 1,3 million de personnes sans abri.

De plus en plus, l'arrivée des pluies que les enfants accueillaient autrefois avec des chants de joie se transforment en cauchemar. La moindre annonce d'averse crée chez les Haïtiens, quel que soit l'endroit où ils se trouvent sur le territoire, des situations de panique car tout le monde sait ce qui peut arriver si une ravine ou une rivière déborde de son lit, si un pan de montagne dégringole ou si un égout encombré décide de décharger

son ventre trop rempli de toutes sortes de débris. Les populations les plus à risque sont souvent celles vivant dans des quartiers populaires construits de manière anarchique, celles qui vivent aux abords des ravins ou sur des flancs de montagne. Mais aujourd'hui en Haïti, personne n'a l'assurance d'être à l'abri de ces catastrophes, même si l'on vit dans une villa construite selon les normes parasismiques et anticycloniques, entourée de murs de protection en béton armé surmontés de barbelés, bordés de fleurs avec des vigiles armés.

Ce qui frappe l'attention, c'est que parallèlement à ces phénomènes causés par la destruction de l'environnement physique du pays, l'on assiste à une dégradation considérable des conditions de vie en Haïti. Le pays fait face à une vraie crise d'État qui se manifeste dans l'incapacité grandissante des institutions publiques d'assumer leurs rôles, et dans les révoltes de plus en plus

rapprochées d'une population appauvrie qui n'en peut plus. À mesure que la crise de l'État s'approfondit, d'autres facettes de ce processus d'effondrement se dévoilent, notamment le désastre écologique dont l'ampleur a déjà détruit ou endommagé gravement plusieurs villes, villages et régions au cours des 50 dernières années. Dans un livret publié après le séisme du 12 janvier 2010, sous le titre *La catastrophe n'était pas naturelle*, la professeure d'université Myrtha Gilbert écrit ceci : « *La brutalité des phénomènes naturels eu égard à la fragilité de notre environnement global s'avère solidement soudée à un système politique et socio-économique tellement pourri, tellement décadent, tellement inhumain qu'il amplifie de façon tragique les moindres sautes d'humeur de la nature.* »

Tout autour d'Haïti, plusieurs pays subissent les mêmes phénomènes naturels, mais les conséquences sont nettement différentes. En effet, le pays est sur la route des cyclones qui passent chaque année et est en même temps localisé à proximité de plaques tectoniques qui bougent. Cette vulnérabilité naturelle est accentuée par la mauvaise gouvernance, une structure étatique injuste et incapable d'organiser le pays de manière à offrir des chances d'épanouissement à tous les citoyens et citoyennes. Ces rapports socio-économiques extrêmement inégalitaires datent de la période coloniale. Ils se sont, pour la plupart, maintenus après l'indépendance d'Haïti faute d'adoption de politiques sociales et économiques de rupture répondant à la dimension de l'espoir des masses qui s'étaient mises debout contre l'esclavage et le colonialisme.

En effet, depuis la période esclavagiste, Haïti est vue comme une terre de prédation où des groupes d'étrangers viennent prélever des richesses qui seront ensuite emportées ailleurs vers la métropole (France, ndlr). Peu de cas est fait du sort de la masse des esclaves dont le travail contribue à la production de ces richesses. Et l'en-

vironnement de l'île a été l'un des secteurs sacrifiés pour fabriquer ces richesses. Il a fallu procéder au rasage de grands espaces forestiers pour faire place à des plantations de canne à sucre et de café ; il a fallu aussi sacrifier chaque année des millions d'arbres pour satisfaire une demande grandissante en bois tinturaux en Europe. Dans son livre intitulé *Haïti déforestée, paysages remodelés*, Alex Bellande explique comment, pendant la période coloniale, florissait un marché très lucratif de bois en provenance de Saint-Domingue, rebaptisée Haïti après l'indépendance. Des îles entières comme La Gonave, La Tortue, l'Île-à-vache étaient données en concession aux fins d'exploitation de bois pour l'exportation. Ces îles sont aujourd'hui très dénudées.

Après l'indépendance d'Haïti, ce commerce de bois s'est renforcé et les premiers gouvernements ont dû sortir des décrets, mais sans succès, pour freiner cette hémorragie. Les taxes imposées sur l'exportation du bois et du café ont grandement contribué à payer à la France « la dette de l'indépendance » et à enrichir la nouvelle élite qui a remplacé les colons. Plus loin sous l'occupation américaine (1915-1934), des forêts entières ont été accordées à des compagnies étrangères qui y ont extrait des milliers de tonnes de bois chaque année. « *Après l'indépendance, l'État parasite et les brasseurs d'affaires vivront pendant 170 ans sur le dos presque exclusif de la paysannerie et de son café. Mais aussi de la coupe effrénée des bois pendant tous les 19^e et 20^e siècles : acajou, campêche, gaiac, etc. Beaucoup de compagnies étrangères y font leur beurre et ravagent avec la concession de contrats à bail (le plus souvent louches) pour des durées allant de 10 à 60 ans* », écrit Myrtha Gilbert, dans ce même livret cité plus haut.

Parallèlement à cette déforestation majeure, l'État haïtien n'a jamais su réformer la structure agraire du pays. Après l'indépendance, les terres des plaines ont été octroyées aux haut gradés de l'armée tandis que les

Le séisme a laissé plus d'1,3 million de personnes sans abri.





anciens esclaves devenus paysans, livrés à eux-mêmes, ont été obligés de travailler sur des terres marginales afin de se nourrir et maintenir leurs familles, sans aucun appui de l'État. Les élites haïtiennes, si elles se sont montrées particulièrement intéressées par les produits de la terre, ont toujours fait montre d'une indifférence criminelle par rapport à ces travailleurs. Aucune solution n'a été apportée aux problèmes de la paysannerie et très peu de services en termes d'éducation, de santé et de loisirs lui ont été offerts. Avec l'augmentation de la population qui est passée de 2 millions en 1915 à 12 millions en 2019, la pression devient très forte sur les ressources naturelles, notamment sur le bois. La paysannerie qui représentait, il n'y a pas si longtemps (5 à 10 ans), autour de 60 % de la population, compte désormais sur la production de charbon et se rend dans les villes pour gagner un peu d'argent et s'acheter d'autres biens. Le cultivateur doit aussi grappiller sur des surfaces très pentues pour semer quelques grains qui lui garantiront une certaine « autonomie alimentaire ». On est arrivé en Haïti à un point où l'organisation socio-économique avec le régime agraire en place ne peut plus tenir. Déjà dans les années 50, alors que la population était estimée à environ 4 millions d'habitants, les signes d'une crise majeure dans la paysannerie commençaient à se faire sentir. Une bonne partie des paysans avait, à cette époque, commencé à prendre le chemin des villes, mais faute d'accueil, ils ont été obligés de s'installer n'importe où, en construisant progressivement les bidonvilles qui ceignent toutes les villes d'Haïti. D'autres sont partis vers des pays étrangers, d'abord en République dominicaine. Au fur et à mesure, les bidonvilles sont devenus le prolongement de la campagne abandonnée à elle-même et la migration touche désormais, et de plus en plus, les couches populaires des villes et des professionnels de la classe moyenne.

La situation écologique actuelle d'Haïti est l'aboutissement de ces choix économiques anti-nationaux, de ces politiques environnementales, agraires et fiscales désastreuses, appliquées par les dirigeants et élites haïtiennes, souvent en collusion avec des puissances étrangères.

C'est cette injustice longtemps entretenue envers la population paysanne et celle aujourd'hui des bidonvilles qui a donné les résultats que l'on connaît actuellement en Haïti : une révolte sociale face à tant de violence structurelle et la violence des phénomènes naturels qui sont de plus en plus grands et ravageurs. Les deux prennent leur source dans le même système inique et fonctionnent désormais en synergie, avec le risque de tout anéantir. La poursuite de la déforestation renforce les conséquences des changements climatiques, accentue la gravité de la sécheresse et la brutalité des pluies. L'aggravation de la misère rurale et maintenant urbaine, la rapacité des uns et l'effondrement de l'État ont achevé la destruction de l'environnement d'Haïti. C'est un cercle vicieux.

QUE FAIRE ?

À l'instar de la population mobilisée partout pour réclamer un autre système, un autre État, la nature, elle aussi, se venge et demande des comptes. Il faut de toute urgence une politique positive et courageuse de conservation des ressources naturelles, de réforme agraire, et une révolution dans les politiques économiques et sociales pour changer de cap. Le peuple haïtien pourra-t-il trouver le courage qu'il faut pour reprendre en main cette terre de liberté, la protéger, l'embellir et l'enrichir pour le bien-être de ses fils et filles ? En tout cas, il n'y a plus rien à remettre à demain. Le peuple haïtien a le choix entre se mettre debout, prendre son destin en main, construire enfin un État digne de ce nom ou risquer la désintégration et la disparition pure et simple de son territoire.

● Colette Lespinasse

Journaliste, militante des droits humains en Haïti et correspondante locale pour la Coordination Europe-Haïti



Article écrit le 18 novembre 2019

SIX PARTENAIRES UNIS POUR DÉFENDRE L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE PAYSANNE FAMILIALE HAÏTIENNE

Entraide et Fraternité, avec six associations locales, met en œuvre un ambitieux programme d'appui aux paysans haïtiens. Son objectif ? Assurer la souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie de 1.585 familles paysannes.

Ces familles sont membres d'une des **21 organisations paysannes locales** soutenues par nos six partenaires haïtiens et **vivent dans les zones reculées et délaissées du pays, surnommées tristement par l'État « le pays en dehors ».**

Pour atteindre son objectif, le programme vise 3 résultats complémentaires :

- 1. la maîtrise par les familles bénéficiant du programme des techniques de production agroécologiques.** L'agroécologie est capitale afin notamment de renforcer la résilience des exploitations agricoles face aux effets du changement climatique (Haïti est le 4^e pays au monde le plus vulnérable) et de résoudre la dépendance des paysans aux intrants coûteux (engrais chimiques et pesticides).
- 2. la diversification des revenus des familles** grâce à la relance de l'élevage et la mise en place de petites entreprises sociales et solidaires de transformation de produits agricoles (cassaverie, confitures, mamba...). Cette diversification des revenus permet de renforcer davantage la résilience des paysans.
- 3. l'obtention de politiques publiques favorables à une agriculture écologique qui assure la souveraineté alimentaire de tous.** C'est une véritable lutte dans un pays où l'État soutient et favorise l'agrobusiness à grande échelle (implantation de zones franches sur les terres agricoles, promotion de l'extractivisme et du tourisme de luxe...). De multiples initiatives de plaidoyer (Cahier de revendications paysannes, campagne sur le droit à la terre...) sont menées afin de faire changer de cap les autorités.

Des partenaires qui mettent en commun leurs forces

Chaque organisation partenaire a ses spécificités et elles sont mises en commun au sein du programme.

La **PAPDA** (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif) est spécialisée en plaidoyer et production agricole.

L'**ICKL** (Institut culturel Karl Levêque) est un centre de réflexion et de formation qui se concentre sur l'éducation populaire et l'économie sociale.

La **SAKS** (Société d'animation et de communication sociale) utilise la radio communautaire comme outil d'éducation et de mobilisation populaires.

Tèt Kole Ti Peyizen Ayisyen est un mouvement national de paysans chargé d'organiser les revendications des petits paysans et de les aider pour leur production agricole.

SOFA (Solidarité femmes haïtiennes) est une association de promotion et de défense des droits des femmes paysannes.

GAFE (Groupe d'action francophone pour l'environnement) milite pour le développement local et l'éducation relative à l'environnement en Haïti.



NOS PARTENAIRES TÉMOIGNENT

Pour cette campagne de Carême, nous vous invitons à venir à la rencontre de représentants et représentantes de quatre de nos associations partenaires en Haïti. Au-delà des rapports institutionnels et des statistiques, ces quatre militants et militantes viendront témoigner dans des paroisses, des écoles et des associations de leurs réalités, leurs expériences, leurs défis et leurs espoirs pour l'avenir de leurs organisations, et pour le peuple haïtien.

Et parce que chaque témoignage est à la fois précieux et unique, cette année, Entraide et Fraternité souhaite faire circuler la parole. Nos partenaires seront en mouvement et visiteront chacun deux régions pendant leur séjour. Vous trouverez leur agenda complet sur www.entraide.be !

RICOT JEAN-PIERRE

PAPDA

Ricot est le Directeur de programme de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) depuis 1997. Parmi ses activités principales, il coordonne les activités de plaidoyer et de renforcement des capacités des communautés rurales et des mouvements paysans. Il représente aussi la PAPDA dans plusieurs réseaux internationaux. Pendant six ans, Ricot a coordonné le travail d'élaboration d'un Cahier national de revendications des organisations paysannes haïtiennes, qui a impliqué plus de 600 organisations réparties dans les dix départements du pays.

14-21 mars : Brabant wallon

22-29 mars : Hainaut



MARIE-EVELINE LARRIEUX

SOFA

Actuellement membre de la branche socioprofessionnelle où elle travaille à l'intégration des jeunes membres dans la structure, Marie-Eveline est membre fondatrice et ancienne secrétaire générale de *Solidarite Fanm Ayisyèn* (SOFA). Fondée en 1986, SOFA est une organisation féministe qui regroupe environ 10.000 membres. Sa mission principale est de sensibiliser et de mobiliser les femmes, et la société civile dans son ensemble, dans la lutte pour faire reconnaître et améliorer les conditions de vie des femmes en Haïti.

14-21 mars : Hainaut

22-29 mars : Bruxelles-Brabant wallon



MYRLANDE JOSEPH

SAKS

Myrlande a intégré l'équipe de la SAKS (*Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal*) en 2005, après avoir travaillé comme assistante sociale au Village d'Enfants SOS du Cap-Haïtien durant deux ans. D'abord responsable du centre de documentation, puis directrice de programme, elle en est devenue la directrice générale en mars 2018. La SAKS est une institution engagée dans la promotion de la communication sociale et populaire. En pratique, elle accompagne des communautés, notamment paysannes, dans l'apprentissage de l'usage d'outils de communication pour favoriser l'auto-formation et l'émancipation politique et sociale.

14-21 mars : Namur-Luxembourg

22-29 mars : Liège



DAVID TILUS

GAFE

Ingénieur civil de formation, David est membre fondateur et président du conseil d'administration du Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFE) qui milite depuis 2002 pour une transition écologique et sociale en Haïti, la construction d'une société civile forte et engagée et pour un mieux-vivre ensemble. Ses missions du moment ? David travaille à faire naître *Alternatiba Haïti*, un mouvement citoyen pour le climat. Il mène également un plaidoyer pour le bannissement total des contenants alimentaires en styrofoam en Haïti.

14-21 mars : Liège

22-29 mars : Namur-Luxembourg

Public des Jeunes



PAPDA CONSTRUIRE DES COMMUNAUTÉS ACTIVES ENGAGÉES ET SOLIDAIRES

La Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) est engagée dans un programme pour renforcer 1.585 familles paysannes dans leurs initiatives de production agroécologique et de commercialisation solidaire. Objectif : obliger l'État à mettre en place une politique agricole qui leur soit plus favorable.

Malgré un fort potentiel agricole, Haïti importe aujourd'hui 60 % de ses denrées alimentaires et l'économie haïtienne dépend très largement de l'aide internationale. « Dans les campagnes, où plus de 80 % des habitants vivent de l'agriculture sans soutien de l'État, plus de 4 millions de personnes souffrent ou sont menacées par la famine, si l'on se réfère aux chiffres de la CNSA (Coordination nationale de la sécurité alimentaire), explique Ricot Jean-Pierre, coordinateur des programmes de la PAPDA. Le taux de malnutrition est environ de 40 % chez les enfants de moins de 5 ans. »

La PAPDA est un regroupement de mouvements sociaux et d'organisations de la société civile haïtienne. Cette plateforme mobilise les organisations paysannes qui se mettent en réseau pour développer des stratégies de plaidoyer au niveau d'enjeux fondamentaux comme la souveraineté alimentaire. La PAPDA est convaincue que les problèmes structurels d'Haïti ne pourront être résolus qu'en se basant sur le développement des ressources productives locales, la répartition des richesses et des changements sociaux.

« La vie des populations se résume en une lutte quotidienne et continue pour appréhender la réalité et mettre en place des initiatives porteuses d'espoir et des impacts réels sur les conditions de vie des communautés. Pour la PAPDA ainsi que pour les autres organisations haïtiennes, nous nous devons d'être aux côtés de ces paysannes et paysans, des populations marginalisées, vivant dans les zones les plus reculées et oubliées de l'État et des grandes ONG; de ces femmes qui n'ont pas d'accès au titre de propriété de la terre mais qui jouent un rôle capital dans la souveraineté alimentaire de la population. Nous voulons leur faciliter l'accès aux outils qui leur permettent de sortir de la pauvreté (formation, renforcement de capacités, initiatives d'économie sociale solidaire... » explique Ricot. Les paysans et paysannes qui participent à ce programme sont membres de 1.585 familles vivant dans les communautés reculées et choisies par les organisations de base, de concert avec les partenaires du programme.

« Pour qu'elles soient mieux entendues, poursuit-il, nous soutenons des organisations paysannes afin de pouvoir peser davantage sur les décisions politiques publiques qui les concernent. C'est ensemble qu'elles arriveront à combattre la pauvreté. Comme je l'ai dit, l'État abandonne les citoyennes et citoyens et nie le droit au bien-être. Appuyés par la PAPDA, les paysans se mobilisent donc pour défendre leurs droits, en élaborant un Cahier national de revendica-

tions paysannes comme outil de pression et, entre autres, en organisant des marches pacifiques pour pousser l'État à mettre en place des politiques publiques viables en faveur des populations. Une première réussite réside dans l'approvisionnement des cantines scolaires dans certaines zones en nourriture produite par les paysans locaux, ce qui favorise le développement économique local. »

« Résignation et découragement ne sont pas des mots haïtiens » clame Ricot. Et il conclut par un proverbe haïtien : « Men anpil, chay pa lou, Ensemble, les fardeaux deviennent légers. »

• V. M.

UN CAHIER NATIONAL DE REVENDICATIONS DES ORGANISATIONS DE PAYSAN·NE·S HAÏTIEN·NE·S

En mai 2018, la PAPDA a publié un Cahier national de revendications des organisations paysannes haïtiennes. Fruit de dix années de consultation, il vise à faire avancer les luttes sociales et à permettre à la paysannerie de défendre ses droits économiques, sociaux, culturels, et politiques. Véritable démarche participative et solidaire, ce Cahier se veut aussi une contribution d'Haïti au plaidoyer international à travers le Mouvement paysan Via Campesina. Trois mouvements paysans haïtiens en sont membres et ont participé activement à l'élaboration du Cahier, dont le syndicat paysan Tet Kolé, un autre partenaire d'Entraide et Fraternité.

• F. S.



©Kevens Prévaris (PAPDA)

L'association SOFA mène un combat de tous les instants contre les violences, le patriarcat et la pauvreté qui frappent de plein fouet les femmes en Haïti. Une ferme-école forme les paysannes aux pratiques agroécologiques et les mène vers l'autonomie financière et l'émancipation sociale.

Fondée en 1986, à la fin du régime de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, l'association SOFA (*Solidarité Fanm Ayisyen*, en créole) est un des plus anciens et plus influents mouvements féministes haïtiens. SOFA est d'abord une organisation de solidarité entre les femmes haïtiennes, qui lutte tant contre la féminisation de la pauvreté et les violences faites aux femmes que pour la participation des femmes dans les instances de décision.

« Chez nous, 8 femmes sur 10 vivent dans la pauvreté. Elles sont particulièrement exposées aux violences conjugales, aux viols, aux agressions en rue, explique Sabine Lias Lamour, la nouvelle coordinatrice de SOFA. Voilà pourquoi notre association s'engage à contribuer au renforcement de la lutte pour changer la condition de la femme en Haïti. »

Depuis 2002, SOFA a ainsi mis en place 22 centres d'accueil disséminés dans 7 communes du pays et animés par des animatrices bénévoles. Chaque année, plus d'un millier de femmes et de fillettes en difficulté vient chercher un soutien psychologique, social ou juridique dans un des centres Douvanjou. Chaque année, SOFA publie un rapport qui dresse un bilan de son travail mais qui sert aussi d'outil de plaidoyer pour interpeller les instances de l'État et les décideurs sur l'urgence d'agir pour éradiquer la violence contre les femmes et les filles.

Mais pour l'organisation haïtienne, le combat le plus dur à mener reste la lutte contre la pauvreté qui touche particulièrement les femmes.

La ferme-école Delicia Jean

Parmi les 10.000 membres que compte SOFA, 80 % sont des paysannes. Aider celles-ci à se procurer un revenu via des activités agricoles de production, de transformation et de commercialisation est une priorité pour SOFA.

À Saint-Michel de l'Attalaye, une ferme-école d'un hectare accueille 240 femmes en formation. Elle porte le nom d'une militante féministe, Délicia Jean, qui avait insisté sur la formation des paysannes.

Sur des parcelles de démonstration, les paysannes apprennent à replanter des « arbres miraculeux » qui poussent même en période de sécheresse : les arbres Moringa dont les feuilles ont des propriétés nutritives très importantes. En grandissant, ils permettront à moyen terme d'étoffer la couverture végétale et de diminuer l'érosion des sols. Leurs feuilles riches en vitamines



Accueil et écoute dans un Centre Douvanjou

A et C et en protéines protégeront les enfants et les femmes qui allaitent des maladies et de la malnutrition.

« Nous nous attachons également à sensibiliser les paysannes aux questions environnementales. Il y a urgence car si les agricultrices sont menacées de famine par la dévastation de leurs cultures, elles voudront fuir vers les villes où elles seront encore plus exposées à la pauvreté et aux violences », rappelle Sabine Lias Lamour.

Les paysannes reproduiront les gestes appris dans leurs propres champs et, avec les outils reçus, elles se lanceront à leur tour dans la plantation d'aubergines et de mangues, dans la transformation des fruits en délicieuses confitures, en liqueurs. Ces projets vont augmenter et optimiser la production agricole, lutter contre la dégradation des sols et mener ces femmes vers l'autonomie financière et l'émancipation.

« Avec ce diplôme, je vais former à mon tour d'autres personnes et avoir de l'argent grâce à la vente de mes produits. Avec cet argent, je vais pouvoir envoyer mes enfants à l'école et aider ma famille », explique fièrement une des participantes, fraîchement diplômée.

Sabine Lias Lamour insiste en répétant que le changement, c'est l'action mais aussi la réflexion ! Elle plaide avec insistance pour que les Haïtiennes soient considérées comme de véritables actrices de leur développement et de leur devenir et non plus comme de simples bénéficiaires d'aide. Ces femmes courageuses font de cette ferme-école un véritable modèle agroécologique pour l'achat de compost, de semences biologiques et de plantules. Une référence aussi en matière de changement de mentalité au sein des ménages et de la société haïtienne. Elles revendiquent être des symboles d'espoirs en lutte. Ni plus ni moins.

SAKS LES RADIOS COMMUNAUTAIRES, AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES

La SAKS (Société d'animation et communication sociale - Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal, en créée) produit des émissions de radios et accompagne près de 43 radios communautaires en Haïti. Objectif du programme avec Entraide et Fraternité : renforcer la formation, la participation et la mobilisation des communautés paysannes en faveur de l'agroécologie.

La SAKS a été créée fin 1992 à l'époque où un coup d'État militaire avait renversé Jean-Bertrand Aristide, qui avait remporté les premières élections démocratiques après la chute de Jean-Claude Duvalier en 1986. À ce moment, clairement, dans un contexte de censure, l'objectif était de mener une résistance politique, d'amener une expression populaire dans les médias.

Actuellement, la SAKS accompagne 43 radios réparties partout dans le pays touchant entre 1,2 et 1,5 million d'habitants sur les 11 millions que compte Haïti. Ses journalistes, techniciens et formateurs aident les organisations paysannes dans la création de leur propre radio. Elle fournit aussi des programmes car toutes les radios n'ont pas la capacité de remplir leur grille même si la plupart n'émettent que quelques heures en fin de journée, moment où les animateurs bénévoles sont disponibles.

La SAKS travaille avec des radios de deux types : des radios partenaires, qui s'intègrent au réseau des radios communautaires et qui en acceptent les exigences. Ce sont des radios détenues par des organisations paysannes, qui ont une gestion participative et démocratique et qui proposent une programmation sociale répondant aux besoins de leur communauté. À côté, il existe aussi des radios collaboratives, qui appartiennent à des institutions politiques, religieuses ou syndicales, parfois à des particuliers, et qui répondent à des besoins importants dans des zones sans partenaires.

Une importance sociale énorme

Les auditeurs sont des paysans démunis face aux problèmes économiques, juridiques (la question de la terre), aux changements climatiques. Les émissions répondent donc à leurs questions. Bien souvent, les paysans n'ont pas l'électricité mais ils peuvent écouter la radio sur leur téléphone qu'ils rechargent dans un

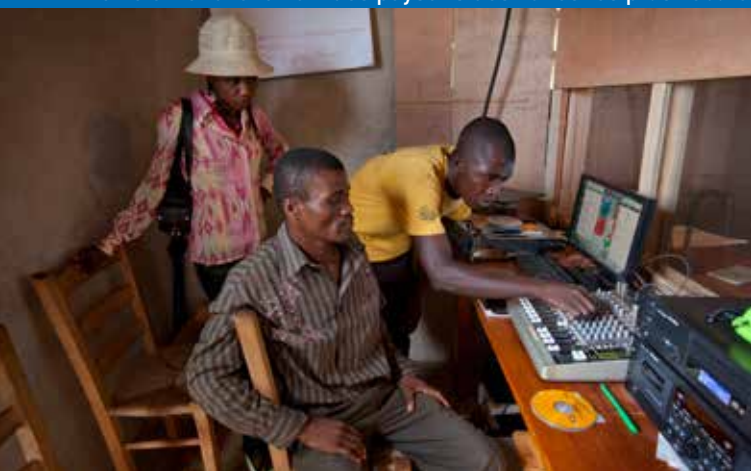
petit magasin disposant d'un panneau solaire. Les programmes offrent une belle opportunité de formation, parfois la seule, pour la population paysanne et ils constituent une source précieuse d'information. Il est fréquent que des paysans s'adressent aux radios plutôt qu'à la police ou à la justice pour régler des différends. Ces radios sont de véritables médiatrices sociales.

La SAKS établit un diagnostic communautaire pour établir une programmation spécifique. Il s'agit d'étudier les problèmes de la communauté, le profil des auditeurs potentiels : elle ne fera pas les mêmes programmes à destination d'un public de pêcheurs en bord de mer ou de paysans en montagne. Un système assez particulier de groupes d'écoute a été mis en place : les gens se réunissent pour écouter des émissions, les critiquer, dire si elles correspondent à leurs préoccupations, voire comment les améliorer.

La SAKS a également un contrat-service avec la protection civile dont elle relaie les alertes et les informations, les conseils de prévention, les lieux où s'abriter, etc. Il s'agit de produire des informations capitales pour la survie des paysans. Que faire en cas de cyclone, comment protéger son bétail, comment mettre ses documents (sa carte d'identité et son titre de propriété) à l'abri? Comment se protéger du choléra? C'est une des raisons pour lesquelles la SAKS ambitionne à terme d'obtenir des subventions de l'État et la reconnaissance des radios communautaires. Elles ne sont pas illégales mais n'ont pas d'existence légale non plus, ce qui les rend vulnérables. Elles sont toujours à la merci d'une fermeture car il existe une tendance à l'intimidation des journalistes un peu trop critiques avec le gouvernement, notamment au travers d'une loi sur la diffamation.

● V. M.

Faire entendre la voix des paysans des zones les plus reculées



GAFE RÉINVENTER LA MOBILISATION CITOYENNE POUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT EN HAÏTI

Créé en 2002, le Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFE) milite pour le développement local et l'éducation relative à l'environnement en Haïti. Son objectif est clair : construire une société civile haïtienne revendicative et engagée, qui œuvre pour l'émancipation de ses territoires et pour une transition écologique et sociale !



« Encourager la gouvernance locale afin que la communauté prenne en charge la gestion de son propre développement et participe à la fondation d'une société équilibrée et harmonieuse », tel est l'objectif poursuivi par le GAFE, qui s'est spécialisé dans l'accompagnement de projets de développement local et d'éducation à l'environnement. Convaincu que le développement ne repose pas sur la construction d'infrastructures mais sur l'accompagnement de l'humain, le GAFE se veut une structure d'appui auprès des communautés et des acteurs locaux qui les aide à identifier leurs besoins, et à trouver des solutions !

Ainsi, le GAFE intervient auprès d'écoles, de communes, de réseaux associatifs et de communautés locales. Parmi ses plus récentes prestations, le GAFE a apporté un appui méthodologique à plusieurs communes dans la rédaction de leur plan de développement local. Il a aidé à la mise en réseau d'organisations de femmes sur un même territoire. Il a soutenu la création de programmes d'éducation à l'environnement dans plusieurs écoles, notamment des projets de réduction des déchets, en collaboration avec les équipes pédagogiques et les élèves. Pour se faire, le GAFE conçoit des modules de formation et des outils didactiques adaptés au public, au contexte et aux thématiques à aborder.

Également, le GAFE a adhéré au mouvement citoyen mondial Alternatiba. Depuis 2015, le GAFE a organisé quatre éditions du village Alternatiba des alternatives afin de promouvoir des porteurs d'initiatives locaux. Au seul village de Kenscoff organisé en 2015, on a recensé plus de 2.400 visiteurs. Haïti est le premier pays non européen membre du mouvement Alternatiba.

Entraide et Fraternité soutient le GAFE dans un projet visant à créer des espaces d'expression capables de stimuler l'engagement politique. Concrètement, et malgré la situation sécuritaire, des débats citoyens sont organisés dans le pays sur des thématiques allant de la protection de l'environnement à la participation des femmes en politique. L'objectif est simple : faire émerger une société civile engagée et inclusive. Et bien que ce ne soit que le début, on célèbre déjà de petites victoires.

Grâce à son réseau de militant·e-s réparti sur tout le territoire, le GAFE parvient à organiser de nombreuses rencontres et manifestations. Ainsi, le 10 juillet 2019, le mouvement a manifesté un peu partout dans le pays pour forcer l'État haïtien à appliquer la loi qui interdit les contenants alimentaires à usage unique en polystyrène.

● F. S.

SOUTENEZ NOS REVENDICATIONS DE CAMPAGNE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ! SIGNEZ LA PÉTITION.

Mobilisons-nous ! Pas de justice climatique possible sans justice sociale, commerciale, fiscale... sans justice tout court ! Ensemble, demandons justice pour Haïti et notre maison commune. Nous avons besoin de vous ! Signez notre affiche-pétition ou retrouvez notre pétition à signer en ligne sur www.entraide.be. Nous transmettrons ces revendications à la chambre des représentants du parlement fédéral (les membres de la commission des relations affaires extérieures) et au gouvernement fédéral (ministre de la coopération au développement, ministre des finances et ministre des affaires étrangères).

1. Protégeons les victimes des changements climatiques

Les changements climatiques constituent l'une des plus grandes injustices de notre époque. En effet, ceux-ci sont principalement dus à l'augmentation des gaz à effet de serre provenant des activités des pays dits « développés ». Toutefois, ce ne sont pas ces pays qui en subissent les plus graves conséquences, telles que la destruction des infrastructures, le manque d'eau et l'insécurité alimentaire, mais bien les pays les plus pauvres. En Haïti, la population en souffre depuis des décennies, et en particulier les plus vulnérables que sont les paysans, les femmes, les sans-abris et les habitants des bidonvilles.

Dans l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015, la Belgique s'est engagée à participer à un Fonds Vert destiné à soutenir financièrement les pays les plus touchés par les changements climatiques. Aussi, nous demandons à la Belgique que sa contribution soit à la hauteur des enjeux. D'un montant de 40 millions d'euros en 2019, nous soutenons la demande du parlement fédéral de doubler la contribution belge pour l'année 2020. Nous demandons également que la Belgique fasse preuve de cohérence en cessant de ratifier des accords économiques qui permettent aux multinationales d'attaquer les normes environnementales, et en sortant des accords commerciaux qui sont incompatibles avec l'Accord de Paris sur le climat !

2. Défendons les droits de celles et ceux qui nous nourrissent

L'agriculture familiale nourrit le monde. Pourtant, ce sont les acteurs de cette agriculture qui sont les premières victimes de la faim dans les pays du sud. En plus des impacts du réchauffement climatique qui entraînent une diminution des rendements agricoles, les agriculteurs familiaux en Belgique, en Haïti et partout dans le monde sont soumis à une pression grandissante de la part du système agroalimentaire international (accès à la terre, revenu décent, exhortation à la production industrielle). Fortes de ce constat, les Nations unies ont adopté en 2018 la Déclaration sur les droits des paysans et des personnes vivant en

milieu rural pour obtenir un instrument international qui protège les droits des paysans et paysannes. Tous les pays membres de l'ONU, dont la Belgique et Haïti mais aussi les Institutions financières internationales comme la Banque mondiale où siège la Belgique, sont appelés à la respecter ! En vertu de cette déclaration, nous voulons que la Belgique, individuellement et au sein des organisations internationales comme la Banque mondiale, favorise une agriculture agroécologique qui assure une vie digne aux paysans et la préservation de l'environnement, et qu'elle refuse de signer des accords commerciaux internationaux qui favorisent le modèle agro-industriel !

3. Dénonçons l'impunité des multinationales

On recense actuellement plus de 3.000 traités protégeant les intérêts commerciaux des multinationales. Il n'existe, en revanche, aucune règle contraignante au niveau international obligeant les entreprises à respecter les droits humains et à préserver l'environnement. Conséquence : les victimes des multinationales sont, dans la grande majorité des cas, privées d'un accès à la justice. Pour mettre fin à cette impunité, les États négocient depuis 2014 dans l'enceinte de l'ONU un traité contraignant visant à réglementer les activités des entreprises. Or, la Belgique ne s'est pas encore engagée dans ce processus de négociation. L'adoption d'un tel traité permettrait pourtant de réduire le déséquilibre de pouvoir entre, d'un côté, les peuples privés d'accès à la justice et, de l'autre, les multinationales dont les intérêts économiques sont surprotégés. Il est temps que la Belgique s'implique, d'une part, dans les négociations du traité de l'ONU sur les entreprises et les droits humains et adopte, d'autre part, une loi nationale afin que les personnes affectées par les activités des entreprises belges à l'étranger bénéficient d'un accès à la justice en Belgique.





LES OUTILS DE CAMPAGNE

● AFFICHE DU CARÈME DE PARTAGE

Justice climatique pour Haïti et notre maison commune !

Format : 60 x 40 cm

● AFFICHE-PÉTITION DE CAMPAGNE

Soutenez et signez nos revendications pour la justice climatique !

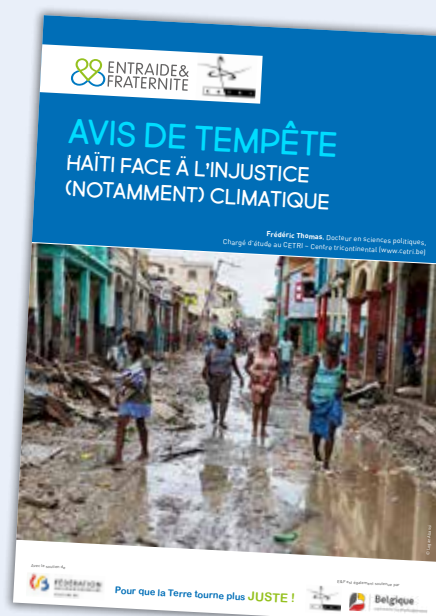
Aux côtés des partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité, nous demandons justice pour Haïti et notre maison commune. Nous avons besoin de vous ! Nous transmettrons ces revendications à la chambre des représentants du parlement fédéral (les membres de la commission des relations affaires extérieures), au gouvernement en affaires courantes (ministre de la coopération au développement, ministre des finances et ministre des affaires étrangères) et au futur gouvernement fédéral.

Format : 70 x 100 cm

● DOSSIER THÉMATIQUE DE CAMPAGNE

Avis de tempête. Haïti face à l'injustice (notamment) climatique
par Frédéric Thomas (CETRI)

2019 aura été l'année de mobilisation pour le climat en Europe. Pourtant, si nous commençons à ressentir les effets des changements climatiques chez nous, de nombreux pays du sud, comme Haïti, en souffrent déjà depuis des décennies. Comment s'explique cette injustice climatique ?



● FILM D'ANIMATION

*Il faut changer le système, pas le climat.
Justice climatique pour Haïti.*

Court film d'animation (10') pour comprendre les enjeux de la justice climatique en Haïti.

À télécharger sur entraide.be

● NOTE

Le Cahier national de revendications des paysans et paysannes haïtiens

Publié en 2018 par la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), le Cahier national de revendications des organisations paysannes vise à aider la paysannerie haïtienne à défendre ses droits. Cette note présente le processus d'élaboration du Cahier et les revendications proposées pour la protection de l'environnement, de l'agriculture paysanne et de l'accès à la terre.

Format : digital uniquement

● ROMAN

Ravine Espérance. Cette semaine-là à Port-au-Prince

Véritable hommage au peuple haïtien qui lutte pour une vie digne, ce roman nous plonge dans la vie d'un bidonville de Port-au-Prince. Fruit du travail de sept auteurs engagés au sein du mouvement ATD Quart Monde, nous allons à la rencontre de huit personnages, une semaine avant le séisme.

Prix : 10 €.



● LA RELATION PARTENARIALE, UNE UTOPIE ET UNE ACTION COMMUNES POUR QUE LA TERRE TOURNE PLUS JUSTE

La vision d'Entraide et Fraternité est celle d'un monde où les populations des pays du nord et du sud, particulièrement les plus pauvres et marginalisées, vivent dans une société juste et égalitaire, et jouissent de leurs droits au sein d'une communauté internationale solidaire et en paix. Comment Entraide et Fraternité envisage-t-elle le partenariat? Nous vous invitons à lire la note sur la notion de partenariat à Entraide et Fraternité, parue en juin 2018.

Format : papier ou digital

● CÉLÉBRER LE CARÊME DE PARTAGE

Pour cheminer vers Pâques, des pistes de célébrations pour vivre, célébrer et s'engager aux côtés du peuple haïtien, ainsi que de tous les peuples en lutte pour la défense de leurs droits, vous sont proposées. Vous y trouverez également des intentions de prière, des poèmes, des chants et des textes à méditer, ainsi que le poster de Carême commenté en format A3.

Format : papier ou digital



● POSTER DE CARÊME DEBOUT

Le poster de Carême peut servir à animer une veillée de prière ou une célébration. Un commentaire de l'œuvre vous est proposé dans les pistes de célébrations. Il offre des clés de compréhension de cette œuvre et de méditer sur une vision du monde dont nous pouvons nous inspirer, seuls ou en groupe, sur notre chemin de conversion vers Pâques.

Debout est l'œuvre de l'artiste haïtienne Ginette Doumont. Infirmière de formation, elle vit en Belgique depuis près de 40 ans. Au centre de l'œuvre, on voit les ruines de la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Port-au-Prince. Consacrée le 20 décembre 1914, il aura fallu trente ans pour la construire. Le 12 janvier 2010, elle sera détruite en quelques minutes.

Format : 70 x 100 cm

Prix : 5 €.



● RÉFLEXIONS SUR L'ENCYCLIQUE LAUDATO SI'

Aujourd'hui plus que jamais, l'appel du pape François à protéger notre « maison commune » doit s'incarner. Puisseons-nous parvenir à protéger l'avenir de la terre et celui de nos enfants! Notre fascicule commenté et illustré sur l'encyclique *Laudato Si'* est toujours disponible.

Format : papier ou digital



AGENDA

De nombreuses rencontres d'Entraide et Fraternité ont lieu près de chez vous durant le Carême de Partage. Consultez l'agenda en ligne sur www.entraide.be.

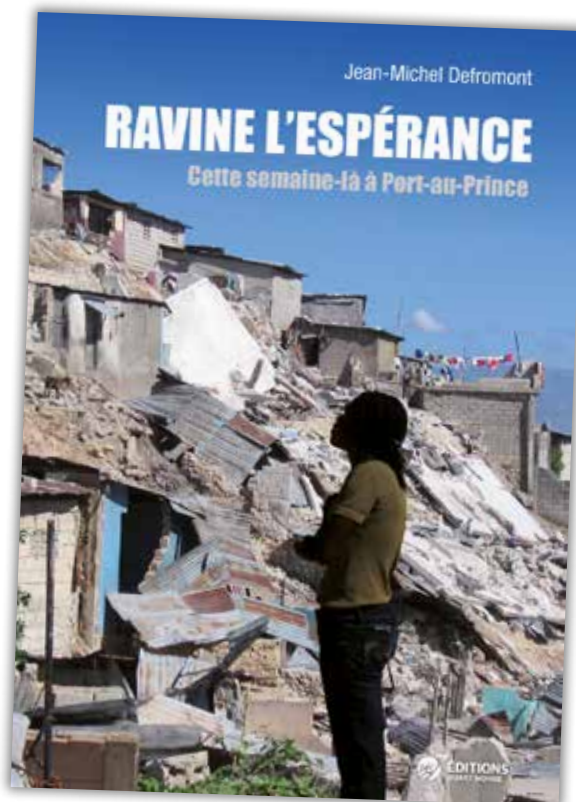
RAVINE L'ESPÉRANCE. CETTE SEMAINE-LÀ À PORT-AU-PRINCE.

À l'occasion de la campagne de Carême, Entraide et Fraternité organisera des lectures publiques à Bruxelles et dans chaque région wallonne d'un roman publié en 2017 aux Éditions Quart Monde. Intitulé *Ravine l'Espérance*. Cette semaine-là à Port-au-Prince, ce récit nous interpelle sur notre humanité commune et nous fait vivre, aux côtés de huit personnages, la catastrophe du 12 janvier 2010. Visitez notre site www.entraide.be pour connaître la date de la lecture qui aura lieu dans votre région !

Le 12 janvier 2010, la terre tremblait en Haïti, détruisant la plus grande partie de la capitale Port-au-Prince et de ses environs, dont le quartier de Nan Koton situé dans le bidonville de Ravine l'Espérance. Sept ans plus tard, les Éditions Quart Monde publient un livre intitulé *Ravine l'Espérance, cette semaine-là à Port-au-Prince*, qui rend hommage au courage des habitants de ce quartier qui, déjà bien avant le séisme, luttèrent au quotidien pour vivre dignement. Parmi ces auteurs, Jean-Michel Defromont, volontaire permanent à ATD Quart Monde, Kysly Joseph, ancien membre de l'équipe ATD Quart Monde à Liège et Jacques Petidor, responsable d'une ancienne organisation partenaire d'Entraide et Fraternité en Haïti.

À travers un récit haletant où plusieurs voix s'entremêlent, nous sommes guidés dans un Port-au-Prince bouillonnant, une semaine avant le séisme. Ce livre rend hommage aux Haïtiennes et aux Haïtiens constamment happés par l'urgence et qui cherchent la vie avec une énergie insubmersible, comme des maîtres de résistance.

Le livre est né du besoin des auteurs d'écrire après la catastrophe du 12 janvier. Mais ils ne s'imaginaient pas que cette aventure allait durer sept ans, et donner naissance à un roman. Le livre est entièrement nourri de récits vécus, et assemblés dans une trame romanesque. Fruit d'une expérience partagée, l'histoire témoigne du quotidien de familles ayant trouvé pour seul refuge ce bidonville accroché à flanc de montagne. Une vie dure et âpre, dont la misère et la violence sont le quotidien, et où tout le monde doit « chercher la vie » au jour le jour. Des vies au cœur desquelles naissent,



aussi, des gestes forts d'entraide et de solidarité.

Ce récit sort les habitants de l'anonymat et de l'abstraction. Loin des chiffres, ils deviennent des êtres de chair et de sang qui souffrent, espèrent, rêvent et luttent. L'histoire nous introduit dans les entrailles d'Haïti et de son histoire, et nous interpelle sur notre humanité commune. Elle nous parle également de la fracture qui sépare depuis toujours en Haïti les masses populaires des « gens d'en haut ». Mais elle trace aussi des chemins possibles de partenariat. En effet, les auteurs mettent en scène des personnages qui osent la confiance malgré les risques : Vinila, habitante du bidonville, qui prête sa cour pour un jardin d'enfants et

engendre la suspicion des caïds du quartier ; Laurent, ingénieur des beaux quartiers qui contrarie ses supérieurs en prenant le temps de consulter les habitants sur les projets de rénovation du quartier.

Ce roman montre un chemin de solidarité : un chemin étroit, abrupt et exigeant, comme ceux qu'il faut gravir pour aller à la rencontre des habitants des bidonvilles de Port-au-Prince, mais aussi des paysannes et des paysans dispersés dans les montagnes. Ce chemin exigeant, c'est aussi celui qu'Entraide et Fraternité s'attache à emprunter dans sa mission de solidarité et de partenariat, fondée sur des bases solides, égalitaires et respectueuses.

● F. S.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | **Éd. responsable** A. Fischer | **Maquette et impression** SNEL Grafics | **Photos** Entraide et Fraternité sauf mention contraire

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.